



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de l'Essonne**

Evry-Courcouronnes, le 25 mars 2025

Réf : A2024-0262

D2025- 0440

n°Helios : 62191

Affaire suivie par : Delphine LESPRÉ

Tél. : 01 60 76 34 78 / Mob : 07 63 95 85 93

Courriel : delphine.lespre@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Dossier de réexamen – rapport de base

Pièce jointe : Projet de courrier de notification de fin de réexamen

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. Contexte et objet du rapport

La société PMC ISOCHEM dont le siège social est situé 32 rue Lavoisier à Vert-le-Petit exploite à cette adresse des activités de fabrication par synthèse organique de principes actifs, d'intermédiaires de principes actifs et de spécialités chimiques. Ce site relève de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive IED. S'agissant du secteur de l'industrie chimique, la commission européenne a publié le 12 décembre 2022 la décision d'exécution n° 2022/2427 du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (BREF WGC). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation des installations prévu à l'article L515-28 du code de l'environnement.

D'autre part, pour transposer les dispositions des conclusions des MTD, le ministère de l'environnement a publié l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460.

Conformément à l'art R 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet :

- un dossier de réexamen qui permet de comparer le fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles définies dans le document de référence européen ;
- s'il n'a pas déjà été fourni, un rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article R 515-81.

Ces informations permettent de procéder au réexamen, et au besoin à la réactualisation des prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de l'installation, la mise en conformité des installations devant être réalisée avant le 12 décembre 2026.

Dans ce cadre, la société PMC Isochem a transmis le dossier de réexamen par courriel du 13 mars 2024 et le rapport de base par courriel du 9 octobre 2024.

Le présent rapport propose à Madame la Préfète les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction de ces documents.

2. Situation administrative du site

Les installations exploitées par la société PMC Isochem relèvent du classement IED pour les rubriques suivantes :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
3410 rubrique principale	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : a) Hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques) b) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes. c) Hydrocarbures sulfurés d) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates e) Hydrocarbures phosphorés f) Hydrocarbures halogénés g) Dérivés organométalliques j) Colorants et pigments k) Tensioactifs et agents de surface	Fabrication de produits des familles a, b, c, d, e, f, g, j et k	Autorisation
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	/	Autorisation

3. Synthèse du dossier de réexamen

3.1 Caractère complet du dossier

Le dossier de réexamen comporte les éléments suivants :

1° Le périmètre IED (dont les activités connexes) et les conclusions MTD à considérer dans le réexamen

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation, qu'il estime non nécessaire

3° Le positionnement actuel et à venir pour chaque MTD :

- sont déjà mises en œuvre :
 - pour le BREF OFC les MTD n° 1, 2.1, 2.2, 3
 - pour le BREF WGC les MTD n°1 à 9, 13, 14, 15, 20, 21, 23
 - pour le BREF CWW les MTD n°1 à 3, 5 à 9, 13, 15, 16, 19, 22, 23,

- pour le BREF EFS les MTD n°1 à 7, 10, 11, 13, 16 à 19, 21 à 35, 44 à 57, 59, 64 à 67, 70 à 72
- pour le BREF ENE les MTD n°1 et 2
- pour le BREF ICS les MTD n°1 à 5
- seront mises en œuvre les MTD suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
BREF OFC n°2.3	Sélection des techniques de récupération/réduction des COV et niveaux d'émission pouvant être atteints	<p>Pour réduire les COV émis, le site PCM ISOCHEM dispose uniquement de condenseurs de procédé mais aucune autre technique citée dans la MTD n'est appliquée.</p> <p>Les niveaux mesurés en COV totaux de 2020 à 2022 dépassent la valeur MTD de 0,1 kg/h (variant de 0,33 à 1,8 kg/h)</p> <p>L'exploitant indique qu'il va conduire une étude technico-économique pour déterminer le système de traitement des COV le plus adapté à l'activité du site. Il précise que les rejets atmosphériques ne contiennent que des traces ou pas du tout de CMR 1A, 1B.</p>	12/12/26
BREF WGC N°11	Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de composés organiques, la MTD consiste à utiliser une ou une combinaison de plusieurs techniques proposées.	<p>Les techniques suivantes sont mises en œuvre sur le site :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Présence de colonnes d'abattage et laveur de gaz pour le traitement des gaz résiduels des ateliers de synthèse (a)). 2. Les COV présents dans les effluents gazeux sont récupérés par condensation et stockés en tant que déchets sur le site, pour un recyclage ou une régénération interne/externe (d)). <p>Le site ne respecte pas les NEA-MTD pour les COV totaux de 20 mg/Nm³ (variant de 7,9 à 108 mg/Nm³) et la somme dichlorométhane + Chloroforme (tri chlorométhane) de 1 mg/Nm³ (variant de 0 à 78,4 mg/Nm³). A noter, les valeurs prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur sont respectivement de 110 et 20 mg/Nm³.</p> <p>L'exploitant doit faire procéder à la recherche d'autres substances rentrant dans les catégories CMR1A et CMR1B, comme le Chlorométhane et le Toluène.</p> <p>L'exploitant va engager une étude technico-économique pour étudier la meilleure façon de réduire les émissions de COV en vue d'atteindre les NEA-MTD définies dans le BREF WGC.</p>	12/12/26

- sont non pertinentes pour l'installation :
 - pour le BREF WGC les MTD n°10, 12, 16, 17, 18, 22
 - pour le BREF CWW les MTD n°4, 10 à 12, 14, 17, 18, 20, 21
 - pour le BREF EFS les MTD n°8, 9, 12, 14, 15, 20, 36 à 43, 58, 60 à 63, 68, 69, 73 à 80.

3.2 Caractère régulier du dossier

Le dossier de réexamen présente une comparaison des activités de la société PMC ISOICHEM au BREFs suivants :

- BREF OFC (BREF principal), il est précisé dans le rapport que les MTD issus de ce BREF ne sont pas parus au journal officiel et que donc les NEA-MTD ne seraient pas contraignantes. En l'espèce l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 rend applicable ces NEA-MTD.
- les BREFs transversaux :
 - d'une part WGC et CWW dont les MTD sont parus au journal officiel,
 - d'autre part EFS, ENE et ICS dont les MTD ne sont pas parus au journal officiel et pour lesquels les NEA-MTD ne seraient pas contraignantes.

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

4. Le rapport de base

Lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation, l'exploitant doit remettre un « rapport de base ».

L'exploitant a transmis son rapport de base référencé A118113/version B du 28 août 2024 réalisé par la société ANTEAGROUP et établi selon le guide méthodologique prévu par la Directive IED - version 2.2 d'octobre 2014 et selon la norme NFX 31-620 notamment.

Les installations suivantes sont exclues du périmètre IED au droit du site :

- La cellule du bâtiment H3 contenant la réserve de carburant (gasoil) pour le groupe électrogène et le système de sprinklage ;
- Les ateliers de maintenance et magasins de pièces détachées et d'EPI du bâtiment U ;
- Le bâtiment F : annexes pilote contenant du matériel et des armoires de distribution ;
- Les locaux à usage de bureaux et vestiaires et les laboratoires (hors kilo-lab) ;
- Zone d'accueil : poste de garde ;
- Les groupes électrogènes et installations de stockage de fioul non directement liées à l'activité IED et utilisés, si nécessaire, en secours ;
- Les bâtiments et zones de stockages qui ne sont plus utilisés.

Le plan de l'emplacement de ces zones d'exclusion est repris en page 28 du rapport de base.

Le rapport de base traite de l'ensemble des thématiques exigées (cf. tableau ci-après) mais nécessite d'être complété à l'issue du programme d'investigation complémentaire.

Contenu du rapport de base	Résumé des éléments apportés par l'exploitant
La description du site et de son environnement, avec l'identification des	Étendu sur une superficie d'un peu plus de 11 ha, le site est constitué de plusieurs bâtiments. Une étude historique du site est réalisée afin d'appréhender les sources de pollutions éventuelles. Il précise également

sources potentielles de pollution et l'évaluation des impacts potentiels sur les sols et les eaux souterraines	les sources actuelles de pollution potentielles à savoir : <ul style="list-style-type: none">• les étapes de productions localisées au sein des divers ateliers (P2, P5, Z et installations associées)• les stockages de matières premières, de produits finis et intermédiaires ainsi que les aires de dépotage. L'emplacement de ces stockages sont repris dans un plan en page 38• les utilités (gaz, unités de refroidissement et air comprimé et alimentation électrique notamment) ainsi que les bâtiments et installations non utilisés. L'emplacement de ces éléments sont repris en page 42 du rapport,• la gestion des déchets. Un plan des zones de gestion des déchets est fourni en pages 44 et 45.• la gestion des effluents aqueux,• la gestion des effluents gazeux. Un plan reprenant l'emplacement des COV diffus et canalisé est fourni en page 50															
La recherche, compilation et évaluation des données disponibles sur la qualité des sols et des eaux souterraines	<p>Le rapport établit les conclusions suivantes :</p> <table><tr><th>Milieux</th><th>Vulnérabilité</th><th>Sensibilité</th></tr><tr><td>Sols</td><td>MOYENNE A FORTE Sols recouverts d'enrobé et de dalle béton au droit des activités actuelles du site. Présence de réseaux enterrés et cuves enterrées susceptibles de contenir des effluents contenant des substances à impact potentiel.</td><td>FAIBLE Site industriel Usages non sensibles des sols</td></tr><tr><td>Eaux souterraines Nappe des calcaires de Brie</td><td>FORTE Première nappe attendue entre 2,0 à 7 m de profondeur au droit du site. Horizons peu perméables de marnes situées à la base de l'aquifère.</td><td>MOYENNE A FORTE Absence de captage AEP vulnérable à moins de 2,5 km du site. Résurgence au niveau des zones de marais au sud-ouest, en zone naturelle protégée.</td></tr><tr><td>Eaux superficielles</td><td>FORTE La Juine s'écoule à 250 m au sud du site. Rejets d'Eaux Pluviales du site vers la Juine. Relation hydraulique nappe superficielle / rivière.</td><td>MOYENNE A FORTE Usage de type pêche recensés dans les eaux superficielles.</td></tr><tr><td>Zones naturelles</td><td>FORTE Présence d'une ZNIEFF de type II en bordure ouest du site. Plusieurs autres zones protégées situées dans un rayon de 1 km autour du site</td><td>FORTE Zones sensibles par nature.</td></tr></table>	Milieux	Vulnérabilité	Sensibilité	Sols	MOYENNE A FORTE Sols recouverts d'enrobé et de dalle béton au droit des activités actuelles du site. Présence de réseaux enterrés et cuves enterrées susceptibles de contenir des effluents contenant des substances à impact potentiel.	FAIBLE Site industriel Usages non sensibles des sols	Eaux souterraines Nappe des calcaires de Brie	FORTE Première nappe attendue entre 2,0 à 7 m de profondeur au droit du site. Horizons peu perméables de marnes situées à la base de l'aquifère.	MOYENNE A FORTE Absence de captage AEP vulnérable à moins de 2,5 km du site. Résurgence au niveau des zones de marais au sud-ouest, en zone naturelle protégée.	Eaux superficielles	FORTE La Juine s'écoule à 250 m au sud du site. Rejets d'Eaux Pluviales du site vers la Juine. Relation hydraulique nappe superficielle / rivière.	MOYENNE A FORTE Usage de type pêche recensés dans les eaux superficielles.	Zones naturelles	FORTE Présence d'une ZNIEFF de type II en bordure ouest du site. Plusieurs autres zones protégées situées dans un rayon de 1 km autour du site	FORTE Zones sensibles par nature.
Milieux	Vulnérabilité	Sensibilité														
Sols	MOYENNE A FORTE Sols recouverts d'enrobé et de dalle béton au droit des activités actuelles du site. Présence de réseaux enterrés et cuves enterrées susceptibles de contenir des effluents contenant des substances à impact potentiel.	FAIBLE Site industriel Usages non sensibles des sols														
Eaux souterraines Nappe des calcaires de Brie	FORTE Première nappe attendue entre 2,0 à 7 m de profondeur au droit du site. Horizons peu perméables de marnes situées à la base de l'aquifère.	MOYENNE A FORTE Absence de captage AEP vulnérable à moins de 2,5 km du site. Résurgence au niveau des zones de marais au sud-ouest, en zone naturelle protégée.														
Eaux superficielles	FORTE La Juine s'écoule à 250 m au sud du site. Rejets d'Eaux Pluviales du site vers la Juine. Relation hydraulique nappe superficielle / rivière.	MOYENNE A FORTE Usage de type pêche recensés dans les eaux superficielles.														
Zones naturelles	FORTE Présence d'une ZNIEFF de type II en bordure ouest du site. Plusieurs autres zones protégées situées dans un rayon de 1 km autour du site	FORTE Zones sensibles par nature.														
La présentation du programme d'investigations complémentaires et des résultats obtenus	<p>Le rapport recommande un programme d'investigation complémentaire via 14 piézomètres dont 12 sur site et portant sur les traceurs des substances dangereuses utilisées dans le cadre des activités IED et des substances historiques identifiées susceptibles de générer un impact résiduel.</p> <p>Les composés traceurs de risque d'impact par les substances dangereuses retenues dans le cadre de la démarche IED sont les liquides et solides pulvérulents présents au sein des bâtiments H1 (stockage matières premières et produits dangereux), H4 (stockage MP & PF), H7 (parc à fûts), des chambres froides (H6) et les parcs à cuves. Ces substances sont également utilisées dans les unités de fabrications.</p> <p>Il est recommandé de contrôler les piézomètres déjà en place et retenus</p>															

		dans la stratégie, en cas de mauvais fonctionnement, les piézomètres devront être remplacés. Le plan d'implantation des 12 piézomètres à retenir et in situ est fourni en page 130.
La présentation des résultats, interprétation et l'estimation des incertitudes	des leur et des	L'étude conclut que si les données sont jugées suffisantes pour le milieu « sol », elles ne le sont pas pour le milieu « eau souterraine ». Un programme d'investigation complémentaire sur les eaux souterraines est proposé, ce dernier n'a pas encore été mis en œuvre.

Il est rappelé dans le rapport que l'analyse est réalisée pour la gestion des pollutions chimiques. Elle ne s'applique pas à la gestion des pollutions par des substances radioactives, par des agents pathogènes ou infectieux, par l'amiante ou par des engins pyrotechniques.

Ces informations sont suffisamment documentées, toutefois l'exploitant doit réaliser le programme d'investigation complémentaire afin de compléter son rapport de base.

5. Conformité aux MTD

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, complétées par celles de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 susmentionné et qui couvre les rubriques 3410 et 3450 notamment sont conformes aux dispositions de l'article R 515-60 du code de l'environnement relatif au contenu de l'autorisation. En effet elles comprennent :

- des valeurs limites d'émission concernant les substances polluantes émises dans l'eau et dans l'air ;
- des prescriptions en matière de surveillance des émissions dans l'eau et dans l'air, des émissions sonores et des odeurs, spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation et la transmission des résultats,
- les mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;
- les prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection, les substances pertinentes déterminées dans le rapport de base font déjà l'objet d'une surveillance périodique dans les sols et dans les eaux souterraines ;
- les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt.

Elles comportent également la mention des rubriques 3000 de la nomenclature, de la rubrique principale et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnés au point 1 (situation administrative) du présent rapport, conformément à l'article R 515-61 du code de l'environnement.

L'exploitant a effectué la comparaison des conditions actuelles d'autorisation par rapport aux documents de référence concernant son activité BREF OFC (Chimie fine organique), BREF WGC (Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique), BREF CWW (Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie

chimique), BREF EFS (émissions dues aux stockages), BREF ENE (Efficacité énergétique), BREF ICS (Systèmes de refroidissement industriel). Cette comparaison a montré que le respect des conditions d'autorisation actuelles complétées par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 permettront à l'exploitant d'être conforme aux conclusions du BREF WGC et OFC. **Pour ce faire, l'exploitant a prévu de mener une étude technico-économique afin de mettre en place une ou plusieurs techniques visant au traitement des COV afin de respecter les NEA-MTD ad hoc.**

L'inspection considère que la conclusion du réexamen présenté ne nécessite pas d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L 515-29 du code de l'Environnement (mise à disposition du public).

6. Conclusion générale et propositions

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'acter le réexamen.

L'inspection considère que le réexamen présenté tient compte des meilleures techniques disponibles et qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le dossier de réexamen n'est pas soumis à enquête publique ou à consultation du public


L'examen des dossiers conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Conformément à l'article R 515-73-II il est proposé de notifier cette conclusion à l'exploitant. L'inspection propose également de rappeler à l'exploitant :

- qu'il dispose d'un délai jusqu'au 12 décembre 2026 pour mettre ses installations en conformité au regard de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024,
- qu'il est attendu la transmission des investigations additionnelles visant à compléter son rapport de base du 28 août 2024.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement



Delphine LESPRIÉ

Vérificateur

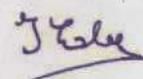
La chargée de mission « Carrières-GEREP »



Clara MILOCHE

Approbateur

Pour la directrice et par délégation, l'adjointe à la cheffe de département risques chroniques



Irène ALFONSI

